Pour construire une “Europe de la paix”, la France doit sortir de l’OTAN

10/05/2018 à 18h27



Tribune: Thomas Guénolé, coresponsable de l’école de la France insoumise, politologue et essayiste

Les grandes puissances membres de l’Union européenne se trouvent à un moment charnière. […]Depuis plusieurs années leur tendance est au suivisme de la ligne pyromane de Washington: que ce soit en s’impliquant activement dans ces conflits, en participant à une stratégie de la tension envers la Russie[…]

De fait, cette contradiction est insoutenable: bombarder la Syrie en accusant son gouvernement d’attaques chimiques sur des civils; mais se taire sur la dizaine de milliers de morts et les millions de civils en détresse humanitaire provoqués au Yémen par les bombardements de l’Arabie saoudite.[…]

Quant aux forces qui veulent une Syrie laïque et démocratique, elles sont hélas depuis longtemps réduites à la portion congrue. Comme l’a résumé Robert Baer, ancien spécialiste de la CIA pour ce pays, en 2014: “Il n’y a pas de rebelles modérés en Syrie”. Dépeindre autrement la situation, c’est soit faire de la propagande, soit prendre ses désirs pour la réalité.[…]

La Russie intervient pour soutenir son allié syrien, qui héberge une de ses rares bases à l’étranger. Flanqués de leurs alliés européens, les Etats-Unis interviennent au contraire pour subvertir cet Etat lié à la Russie et pousser ainsi plus loin leurs positions dans la région. […] **Le “processus**

d'Astana" mené en tripartite par Moscou, Téhéran et Ankara menaçait en effet, humiliation géopolitique suprême, de résoudre le conflit syrien sans les Etats-Unis.

Toujours est-il que l'accumulation des actes de guerre unilatéraux par ces puissances porte le risque croissant de déclencher un conflit régional majeur, à l'instar des guerres balkaniques du début du 20ème siècle.[…]

À dire vrai, l'Europe de la guerre prévaut également sur la question ukrainienne. Là aussi, sa position est trompeuse. Il y aurait d'un côté les milices pro-russes fascisantes, adeptes des violences contre les civils ukrainophones, tournées vers la Russie ; et de l'autre les militants de la liberté et de la démocratie, tournés vers l'Europe et les Etats-Unis.[…]

D'abord, si le président pro-russe renversé en 2013 était effectivement à la tête d'une oligarchie corrompue et népotique, multipliant les actifs bancaires de son fils par dix de 2010 à 2012, les figures de proue du camp opposé ne sont pas en reste. Par exemple, Ioulia Tymochenko, célèbre égérie pro-Union européenne, fait partie elle aussi des oligarques ukrainiens richissimes qui ont participé dans les années 1990 à de vastes privatisations mêlant clientélisme, affairisme, népotisme et pratiques mafieuses politico-financières.

En d'autres termes, en Ukraine le choix (…) est entre des oligarques corrompus pro-Kremlin et des oligarques corrompus pro-Washington. Plus grave: parmi les forces politiques qui ont renversé le gouvernement pro-russe de 2013 pour installer à sa place un pouvoir pro-OTAN, l'on trouve des néonazis assumés. Par exemple, l'actuel président du parlement ukrainien, Andry Parouby, est le fondateur du Parti social-nationaliste d'Ukraine, c'est-à-dire du parti néonazi ukrainien créé en 1991. De plus, les violences commises par des milices nationalistes sur des civils sont attestées dans les deux camps: à l'est, par des milices pro-Kremlin sur des

civils ukrainophones; à l'ouest, par des milices pro-OTAN sur des civils russophones.

A cet égard, la question ukrainienne s'inscrit dans le contexte plus large du dépeçage systématique de la sphère d'influence russe en Europe par les Etats-Unis et leurs alliés européens, en avalant les pays concernés dans l'OTAN et dans l'Union européenne – généralement dans cet ordre.

[…]l'OTAN a imposé unilatéralement la partition de la Serbie, avec pour résultat l'indépendance du Kosovo. A cet égard, l'intervention militaire unilatérale de Moscou pour imposer l'indépendance de la Crimée, suivie de son annexion, est la fille de l'intervention militaire unilatérale de Washington pour imposer l'indépendance du Kosovo.

Une telle conférence paneuropéenne sur les frontières, qui aurait dû avoir lieu dès la chute de l'URSS, pourrait avoir comme objectif raisonnable de les stabiliser en établissant explicitement leurs tracés(…)

il est donc temps de soulever la question qui fâche: à quoi sert l'OTAN? (…) elle sert tout simplement à rassembler dans une même alliance militaire les vassaux des Etats-Unis de part et d'autre de l'Atlantique Nord.

[…]La France pourrait être à l'avant-garde du mouvement: soit en quittant l'organisation; soit en quittant seulement son commandement intégré[…]Dans les deux cas, elle redeviendrait une grande puissance non-alignée, garante de sa souveraineté grâce à sa propre force armée.[…]

HuffPost